

Assises de l'alpinisme et des activités de montagne

Présentation du Manifeste et table ronde

Chamonix, le 28 mai 2011

Les rencontres publiques des Assises de l'alpinisme et des activités de montagne se sont conclues le 28 mai 2011 par une riche matinée de travaux, qui avait pour but d'engager le dialogue avec les pouvoirs publics sur la place de ces pratiques dans la société.

Elle a été animée dans les salons du Majestic à Chamonix par le journaliste Bernard Germain. Ces échanges, comme tous ceux qui ont nourri la préparation des Assises et les journées de Grenoble sous l'égide de l'OPMA (Observatoire des pratiques de montagne et d'alpinisme), ne manqueront pas d'alimenter les travaux de la ***Coordination nationale des activités de montagne et d'alpinisme***. La naissance de celle-ci a été officialisée par la publication d'un Manifeste, signé par dix organisations représentant la plupart des pratiquants de la montagne.

Symbole fort de cette nouvelle union, Pierre You, président de la Fédération française de la Montagne et de l'Escalade (FFME), Denis Crabières, président du Syndicat national des Guides de montagne (SNGM), Georges Elzière, président de la Fédération française des Clubs alpins et de montagne (FFCAM) et Guy Chaumereuil, directeur de la Grande Traversée des Alpes (GTA) ont présenté, au nom de l'ensemble des signataires, le constat, la vision, les propositions du Manifeste, et annoncé que la priorité des actions serait donnée aux jeunes et aux mineurs.

La nouvelle *Coordination* souhaitant travailler de concert avec tous les acteurs de la montagne, **plusieurs élus et représentants des pouvoirs publics étaient invités à débattre** : Vianney Sevaistre (Sous-directeur de l'Emploi et des Formations, ministère des Sports), Claude Comet (Conseillère déléguée au Tourisme et à la Montagne, Région Rhône-Alpes), Bernard Soulage (Vice-Président délégué à l'Europe et aux Relations internationales, Région Rhône-Alpes), Joël Giraud (Président du Comité de massif des Alpes, député des Hautes-Alpes, Vice-Président du Conseil Régional PACA), Martial Saddier (député de Haute-Savoie – Association nationale des Elus de montagne), Eric Fournier (Maire de Chamonix Mont-Blanc), Pierre Humblet (Président de la commission Alpinisme, Union internationale des Associations d'alpinisme), Jean-Michel Brun (Vice-Président, Comité national olympique sportif français), Nicolas Evrard (Secrétaire général, Association européenne des Elus de Montagne), Liliane Ménissier (Inspectrice d'académie, ministère de l'Education nationale), Blaise Agresti (Conseiller technique Montagne, Direction générale de la Gendarmerie nationale).

Il ressort de cette discussion, à laquelle la salle du Majestic a participé activement,

plusieurs problématiques essentielles qui constitueront des pistes d'action pour la *Coordination* :

- L'accès des mineurs et des jeunes à la montagne

Quel est le risque « socialement acceptable » lorsque l'on conduit des mineurs en altitude ? La question, toujours délicate, a entraîné des prises de positions très marquées.

Liliane Ménissier (Inspectrice d'académie) a expliqué que l'Education nationale ne pouvait pas autoriser des activités dont elle ne maîtrise pas le risque. Le « 0 kill » (le « zéro mort ») est une exigence absolue de la société concernant les mineurs, a confirmé Blaise Agresti (Gendarmerie nationale). De son côté, Claude Comet (Région Rhône-Alpes) a rappelé que l'éducation au développement durable était une obligation à l'école, tandis que Fredi Meignan, président de Mountain Wilderness, se demandait si le risque pour les jeunes n'était pas plutôt de ne jamais connaître la beauté de la montagne et les rencontres heureuses qu'on peut y faire.

Témoignage de la complexité de cette question, une mère de famille dans la salle a raconté que ses enfants connaissaient mieux les déchetteries du bassin chambérien que les sommets environnants, mais que pour autant la notion de risque en haute-montagne ne la faisait pas rêver.

Le débat a néanmoins permis d'envisager plusieurs solutions pour sortir de l'impasse : la recherche d'outils statistiques fiables sur l'accidentologie, la création de véritables projets pédagogiques à l'image de ceux des classes de mer, le développement des collaborations entre clubs de montagne et Education nationale pour faciliter les sorties, ou encore l'assouplissement des réglementations en fonction des différentes activités.

Pour Jean-Michel Brun (CNOSF), la structuration d'un *Coordination* permettra, comme on l'a vu dans le domaine des sports de combat, de faire valoir les éléments positifs des pratiques de montagne et de dépasser ainsi le débat sur le « risque ».

- L'enjeu des territoires et de l'Europe

Les élus présents à la table-ronde, tout comme un représentant de la Direction régionale de l'Environnement Rhône-Alpes présent dans la salle, ont salué la volonté de la nouvelle *Coordination* de réinvestir le territoire de la montagne.

Joël Giraud (Région PACA) a ainsi estimé que l'existence d'une telle coordination aurait permis d'agir plus vite dans le dossier de l'accompagnement des mineurs en refuge, un combat qui n'est pas terminé.

Les signataires du Manifeste ont été invités à envisager leurs actions au sein de d'espaces de plus en plus larges : celui du Comité de massif des Alpes, qui prépare de nouveaux contrats de plan pour 2013 ; celui de l'Europe, qui pourrait selon Bernard Soulage (Région Rhône-Alpes) envisager la création d'une macro-région Alpes (à l'image du Danube et de la Baltique) et ainsi « redécouvrir sa montagne ».

- La reconnaissance des pratiques de montagne

La création d'un lobby pour promouvoir les pratiques de montagne et d'alpinisme a

été unanimement encouragée.

Vianney Sevaistre (ministère des Sports) a notamment incité la *Coordination* à faire des propositions à l'Assemblée du sport, récemment créée par son ministère. Il faut également, selon Bernard Soulage, se confronter au monde du ski et à tous les acteurs puissants de la montagne, au niveau national et européen.

Christian Trommsdorff, président du Groupe de haute montagne (GHM) et signataire du Manifeste, a conclu cette table-ronde par une échéance : la ***Coordination nationale des activités de montagne et d'alpinisme*** se donne six mois pour se structurer et présenter ses premières pistes d'action.

Ils ont dit

- Eric Fournier : « *Cette union sacrée est indispensable. Si nous pouvons, à Chamonix, être une tête de pont de cette Coordination, nos moyens sont à votre disposition* ».

- Martial Saddier : « *Cette réunion est digne des plus grandes premières de l'histoire de l'alpinisme.* »

- Georges Elzière : « *Nous, signataires du manifeste, mettons tout en œuvre pour réaliser les objectifs suivants... Je ne pensais pas prononcer cette phrase un jour !* »

- Joël Giraud : « *L'action du Manifeste est fondamentale, car ce qui tue le milieu montagne, c'est son individualisme.* »